



Nadine Morano, invitée chez Serge Moati ce dimanche 22 février, n'a fait **qu'évoquer** le projet de loi envisageant de donner un nouveau statut aux « tiers » dans l'éducation des enfants. Elle a précisé que

**ce texte n'établira pas un statut pour « le beau-parent » mais bien pour « le tiers »**

« **Je me félicite que les mots soient clarifiés** », explique **Béatrice Bourges, porte-parole du Collectif pour l'Enfant.**

« En effet, le terme « beau-parent » était juridiquement faux et introduisait une confusion. Mais **sur le fond, je demeure inquiète**

, d'autant plus que Nadine Morano n'a consacré que quelques minutes à cette révolution du droit de la famille ».

Nadine Morano a en effet précisé que ce statut serait une possibilité offerte aux 18% (10% selon les derniers chiffres de l'Insee) de familles recomposées de notre pays. Il prendrait la forme d'une « convention », décidée « entres toutes les parties » et « homologuée par le juge des affaires familiales ». **Les questions de fond ne sont toujours pas traitées et Nadine Morano n'y répond pas.**

Quel nouveau lien de « parentalité » le gouvernement veut-il créer pour remplacer la parenté qui fonde pourtant toute filiation ? Combien de fois les adultes pourront-ils remanier à leur guise le cadre familial d'un enfant ? Combien de fois les parents pourront-ils demander que des « tiers », au gré des recompositions de leur vie de couple, deviennent peu ou prou des « parents d'un nouveau genre » pour leurs enfants ? Ce « tiers » pourra-t-il être du même sexe que le parent qui demande pour lui ce nouveau statut, ce qui mènerait à accorder, de fait, le droit d'adoption aux couples de personnes homosexuelles ? Jusqu'à quand, enfin, allons-nous continuer à brouiller les liens familiaux, au détriment des enfants qui ont besoin, quoiqu'il arrive, d'identifier leurs parents et non de se voir entourer d'adultes à qui l'on confie des portions de l'autorité parentale ?

**Toutes ces questions ne sont toujours pas prises en compte.** Elles ne semblent pas préoccuper le gouvernement. Béatrice Bourges s'inquiète que Nicolas Sarkozy et Nadine Morano semblent avoir pour priorité d'exaucer des associations militantes soucieuses de

satisfaire des revendications d'adultes qui ne font que  
**fragiliser davantage le cadre de vie familial des enfants**